



**AUDA-NEPAD**  
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE

**VOLUME 6**  
16 DÉCEMBRE 2020

# RAPPORT D'ÉTAPE

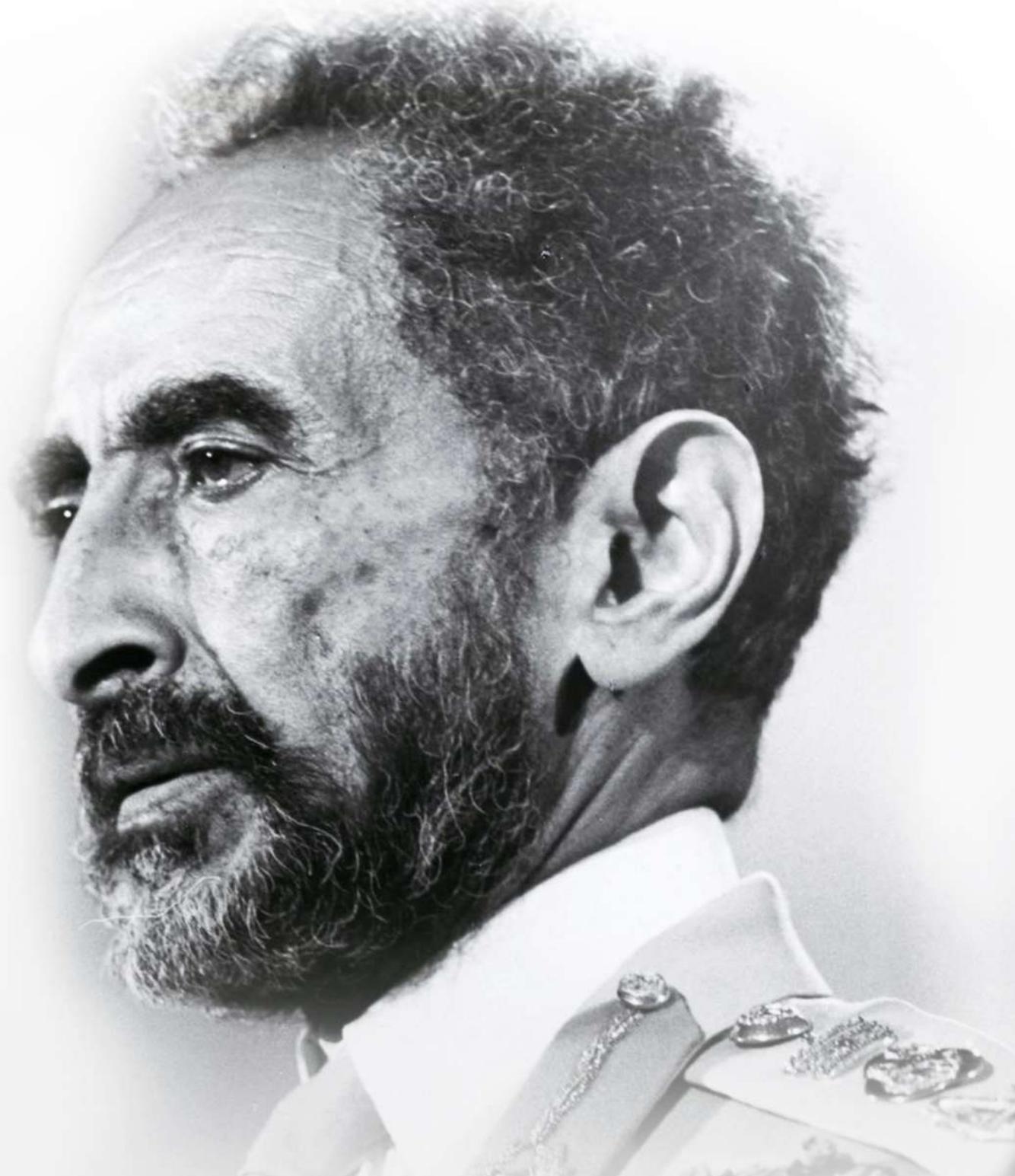
**LE RÔLE INDISPENSABLE  
MAIS SOUVENT NÉGLIGÉ  
DES FEMMES DANS  
L'ÉCONOMIE BLEUE**

**L'AVENIR DE  
L'INDUSTRIALISATION  
SUR LE CONTINENT**

**ÉVALUATION DE L'ÉTAT  
ACTUEL DE  
L'INDUSTRIALISATION  
DU CONTINENT**

**LA SEMAINE AFRICAINE  
DE L'INDUSTRIALISATION  
2020 EN RÉSUMÉ**





“ Un homme qui dit "j'ai assez appris"  
devrait être considéré comme ne  
sachant rien du tout. ”

**H. I. M. Haile Selassie I**  
Empereur d'Ethiopie 1930 -1974

# Table des matières

- 03** Le rôle indispensable mais souvent négligé des femmes dans l'économie bleue
- 05** Concertations AUDA-NEPAD et JICA sur l'avenir de la coopération au développement
- 06** Exploiter les stratégies et les plans d'industrialisation régionaux dans le cadre d'une politique stratégique continentale
- 09** La Semaine africaine de l'industrialisation 2020 en résumé
- 11** Évaluation de l'état actuel de l'industrialisation du continent
- 14** L'avenir de l'industrialisation sur le continent



# Le rôle indispensable mais souvent négligé des femmes dans l'économie bleue



*Crédit: UN Photo/Tobin Jones*

**S**elon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes représentent 585 100 des personnes travaillant dans le secteur de la pêche et 33 100 dans celui de l'aquaculture en Afrique, soit 11% des personnes intervenant sur ces

chaînes de valeurs. Elles contribuent donc de manière significative à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance et aux revenus des ménages dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture. Cependant leurs contributions ne sont souvent pas suffisamment reconnues. La grande majorité de ces femmes sont employées dans des activités post-capture telles que la

transformation, la vente, la distribution et la commercialisation. En Afrique du Sud par exemple, les femmes sont principalement employées dans des établissements de transformation du poisson- à l'exception d'un nombre réduit de personnes qui travaillent comme piscicultrices, ce qui témoigne des difficultés rencontrées par les femmes dans ce secteur.

Parmi les nombreux obstacles qu'elles rencontrent dans l'industrie, il y a le fait que les femmes ont un accès limité au financement, combiné à une participation limitée des commerçantes et des productrices aux décisions politiques, à des coûts élevés de production du poisson, et à un accès limité aux possibilités de formation et d'éducation. En outre, le travail des femmes est souvent sous-évalué et elles sont généralement moins payées pour le même travail que leurs homologues masculins. Il est devenu évident que l'augmentation du nombre de femmes impliquées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ouvrira la voie à un engagement plus important dans la gestion des ressources et fournira un canal de collaboration avec les décideurs.

La nécessité d'établir un réseau continental de femmes transformatrices et commerçantes de produits de la pêche comme mécanisme de promotion du commerce intra-africain du poisson est apparue pour la première fois en 2016 avec une recommandation des participants à un atelier de formation sur la sécurité alimentaire animé par l'Union africaine dans le cadre du projet sur le commerce du poisson financé par l'UE. Au fil du temps, ce besoin s'est encore renforcé, ce qui a conduit à la décision le 21 mai 2020, de créer le Réseau Sud-africain des Femmes dans le Secteur de la Pêche et de l'aquaculture (SANWFA). L'objectif de ce réseau est de contribuer à l'amélioration de la production opérationnelle et de la productivité, de l'accès aux marchés, du bien-être, des conditions de travail et des revenus des femmes dans la chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture en Afrique du Sud. Pour en savoir plus, consultez les prochaines éditions du Rapport d'étape.

# Concertations AUDA-NEPAD et JICA sur l'avenir de la coopération au développement

L'engagement de haut niveau qui a eu lieu du 24 au 26 novembre entre l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) avait pour principal objectif de discuter des progrès réalisés et de l'avenir de la coopération entre les deux continents. La conférence visait notamment à

- Partager un aperçu de la réponse du COVID-19 pour 2020 et des priorités stratégiques de chaque organisation pour 2021

- Passer en revue les programmes en cours de mise en œuvre et adopter des plans d'action spécifiques pour 2021- en particulier en ce qui concerne le Kaizen (une connaissance globale qui consiste en de larges technologies pour promouvoir la qualité, la productivité et les capacités de gestion) et l'infrastructure

- Discuter des prochaines étapes vers la réalisation de l'initiative "Solutions maison". Pour plus de détails, voir le vol. 005 du Rapport d'étape

<https://www.nepad.org/publication/auda-nepad-impact-report-volume-5-24-november-2020>

- Poursuivre les possibilités de coopération entre le groupe de réflexion AUDA-NEPAD et l'institut de recherche JICA

Convaincue que le développement du secteur privé est l'un des facteurs clés de l'industrialisation, de la création d'emplois

et du travail décent, l'Agence japonaise de coopération internationale a depuis la fin des années 2000 mis en œuvre plusieurs projets de développement du secteur privé en Afrique, qui ont abouti à l'adoption du Kaizen. Le "Manuel Kaizen 1" suppose que le Kaizen contribue à renforcer les "capacités des entreprises", considérées comme un facteur essentiel du processus d'innovation. Afin d'accélérer encore la diffusion de ces activités et leur impact sur le continent, la JICA et l'AUDA-NEPAD ont lancé "l'Initiative Kaizen pour l'Afrique (AKI)" en 2017 avec 4 stratégies clés : le plaidoyer au niveau politique, la création et le renforcement de la fonction de centre d'excellence, la normalisation du Kaizen en Afrique et la mise en réseau avec les institutions de promotion du Kaizen dans le monde entier. Jusqu'à présent, 25 pays, plus de 280 000 personnes et plus de 18 000 entreprises ont bénéficié du programme Kaizen en Afrique. Pour plus de détails sur le Kaizen, voir le vol. 004 du Rapport d'étape

<https://www.nepad.org/publication/auda-nepad-impact-report-volume-4-november-2020>

# Exploiter les stratégies et les plans d'industrialisation régionaux dans le cadre d'une politique stratégique continentale

Organisé pendant la semaine africaine de l'industrialisation du 16 au 20 novembre 2020, cet événement avait pour objectif de regrouper les principaux acteurs afin de discuter des possibilités de tirer parti des stratégies et des plans régionaux d'industrialisation pour améliorer les cadres stratégiques continentaux. Avec des intervenants de premier plan dont M. Amine Idriss Adoum, directeur de l'exécution et de la coordination des programmes AUDA-NEPAD, le Dr Kemji Ajoku, de la division de l'industrie de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), Mme Providence Mavubi, directrice de l'industrie et de l'agriculture au Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) et M. Jean Baptiste Havugimana, de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'événement a été une excellente occasion de discuter des questions liées à l'avenir de l'industrialisation sur le continent.

A cette occasion, M. Amine Idriss Adoum, directeur de l'exécution et de la coordination du programme AUDA-NEPAD, a notamment souligné les points suivants :

- La nécessité de créer un environnement favorable et d'adopter des politiques visant à stimuler la Zone de Libre-échange du Continent Africain (ZLECAf) et à promouvoir nos MPME en tant que moteurs de l'industrialisation et de

la croissance économique.

- La nécessité d'encourager une intégration régionale pertinente, les Communautés Économiques Régionales (CER) jouant un rôle majeur dans la mobilisation des États Membres pour assurer la réussite de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine.

- La nécessité de renforcer la compétitivité dans le commerce mondial qui commence à l'intérieur de nos propres frontières/régions, la consolidation et l'harmonisation des politiques

- La nécessité d'œuvrer à la mise en place d'un cadre politique continental pour l'industrie qui sera le moteur de la transformation économique et culturelle, de l'intégration pour le commerce mondial, de la production mondiale et des réseaux de chaînes d'approvisionnement.

- La nécessité de travailler ensemble pour rationaliser l'adoption par les CER d'une harmonisation sectorielle des politiques qui pourrait régler les problèmes de chevauchement des membres, etc.

- La nécessité d'assurer la confiance et la collaboration entre les gouvernements, le secteur privé et les citoyens.

- La nécessité d'œuvrer à la promotion des MPME en tant que moteurs de l'industrialisation et du développement et de les aider à se



*S.E. Ambassador Albert Muchanga, Commissaire au Commerce et à l'Industrie, Union Africaine. Crédit: unido.org*

formaliser, celle de leur offrir des incitations à le faire ; puis de créer des politiques habilitantes pour qu'elles se formalisent.

- La nécessité de créer et de développer des grappes économiques et des zones économiques spéciales car elles sont le moteur de l'investissement, de l'innovation et de la force de la chaîne d'approvisionnement clé et elles réduisent notre dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement mondiales.

*“Les questions qui doivent être abordées pour promouvoir le développement industriel comprennent la nécessité de tirer profit du changement de l'économie mondiale et de remonter dans la chaîne de valeur mondiale. La pandémie du COVID-19 a montré notre dépendance à l'égard des chaînes de valeur externes, ce qui nous expose à un risque élevé de chute économique, d'insécurité alimentaire, de manque d'accès aux fournitures médicales, d'accès aux pièces de rechange pour les*

*industries, les voitures, etc.*” a-t-il ajouté.

Providence Mavubi - Directrice, Industrie et Agriculture, COMESA pour sa part a souligné :

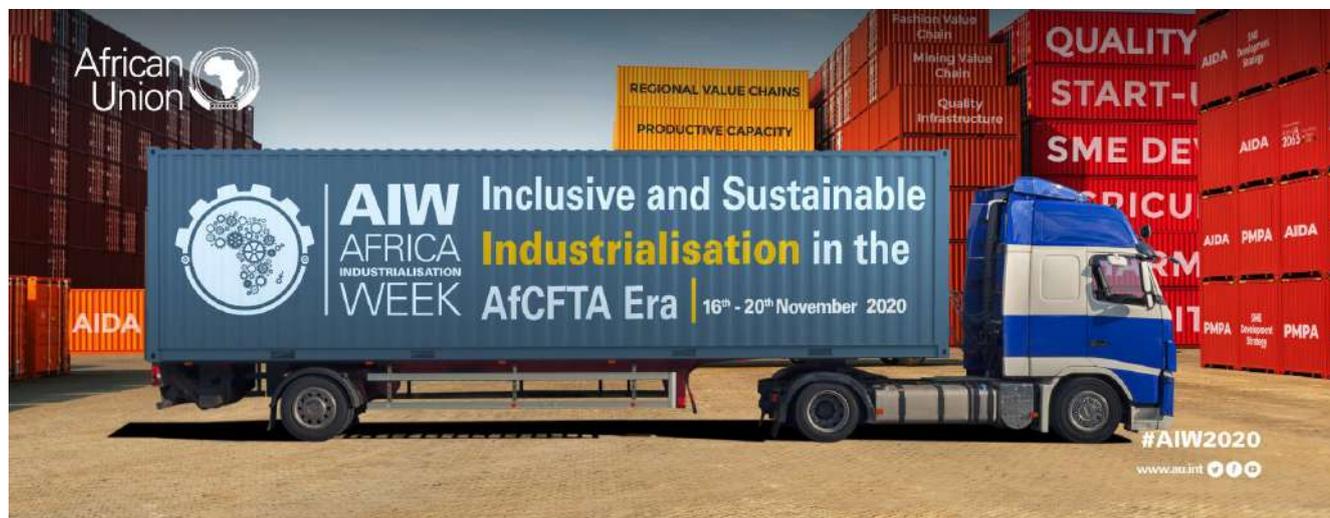
*“L’objectif de la ZLECAf est de faciliter la libre circulation des biens et des services au sein du continent. Cela s’accompagne de la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires et de la production de biens et services sur le continent. La plupart des CER, y compris le COMESA, ont élaboré leur stratégie régionale et leurs plans d’industrialisation à partir de ceux de leurs États Membres. Ces plans peuvent être harmonisés afin d’aboutir à une stratégie industrielle continentale pour aider à la mise en œuvre de la ZLECAf. Le COMESA a également adopté la stratégie industrielle et le plan d’action, la stratégie des MPME et le cadre de la politique de contenu local du COMESA, tous visant à promouvoir l’industrialisation dans la région. Le traité du COMESA encourage les États Membres à coopérer au développement industriel pour atteindre les objectifs inclus dans la stratégie d’industrialisation régionale du COMESA”.*

*“Le continent peut créer des entreprises communes, en utilisant des ressources communes complémentaires provenant de différents pays, créant ainsi des chaînes de valeur nationales, régionales et continentales telles que la valeur ajoutée, les compétences, la technologie, le marketing et le renforcement des capacités. Les priorités de l’avantage comparatif comprennent, entre autres, le secteur agricole, l’agro-industrie, l’exploitation minière et le traitement des minéraux, l’industrie des engrais et l’industrie pharmaceutique, le textile, la sylviculture, la génération et le partage des connaissances”, a-t-elle ajouté.*

Les efforts d’industrialisation de l’Afrique ont rencontré jusqu’à présent un certain nombre de difficultés qui, si elles étaient résolues, pourraient

aider le continent à atteindre les objectifs de développement fixés dans l’Agenda 2063. George Murumba, chef de l’unité *“Politique d’industrialisation et développement”* (AUDA-NEPAD), a mis en avant certaines de ces questions clés qui ont été abordées lors de l’événement :

- L’insuffisance des infrastructures et de la connectivité pour permettre la facilitation du commerce et l’intégration régionale.
- L’absence et l’incapacité à mettre en œuvre des politiques d’industrialisation qui permettent le développement de l’industrialisation et du commerce.
- Le manque de développement de capital humain, de technologie, de compétences, de créativité et d’innovation.
- Le manque d’accès à des données fiables et essentielles pour l’analyse.
- Le besoin pour les États Membres d’adopter des industries orientées vers les services et sans cheminée, car la diversification dans les services commercialisables est imminente.
- La création de politiques habilitantes qui répondent aux besoins spécifiques et dynamiques du continent.
- L’utilisation des opportunités créées par COVID-19 pour s’industrialiser



# Récapitulation de la semaine de l'industrialisation de l'Afrique Édition 2020

**T**enue sur le thème “Une industrialisation inclusive et durable à l'ère de la zone de libre-échange du continent africain”, la semaine a été un succès. Elle s'est déroulée avec pour fond la décision historique de l'Union africaine d'établir l'accord de zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) qui ouvre un marché libéral de 3 000 milliards de dollars et une base de consommateurs de 1,3 milliard de dollars.

Alors que le continent s'efforce d'assurer une industrialisation durable et inclusive en Afrique, il est nécessaire de tirer parti des étapes politiques importantes franchies à ce jour par des dirigeants des États Membres, qui ont

enregistré 30 ratifications et 54 signataires de l'accord et le lancement imminent le 1er janvier 2021.

L'événement d'une semaine a été officiellement ouvert par S.E. l'ambassadeur Albert Muchanga, Commissaire de l'Union africaine pour le Commerce et l'Industrie. La cérémonie d'ouverture a également été honorée par S.E. M. Li Yong, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), S.E. Wamkele Mene, Secrétaire Général de la Zone Continentale Africaine de Libre-échange, S.E. Dr. Vera Songwe, Secrétaire Générale Adjointe et Secrétaire Exécutive de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, M. Paulo Gomes, coprésident

de l'Initiative des AfroChampions et membre du Comité exécutif, M. Amine Idriss Adoum, Directeur de l'Exécution et de la Coordination des programmes, représentant le Secrétaire Exécutif de l'AUDA-NEPAD et le Dr Ibrahim Assane Mayaki. La semaine a été officiellement clôturée par S.E. M. Mahamadou Issoufou, Président de la République du Niger.

Menée par des groupes d'expert(e)s très interactifs, elle avait pour thème stratégique de faire la chronique des récits de l'industrialisation de l'Afrique, des menaces, des opportunités et des sujets émergents, compte tenu des contextes de programmation modifiés, aux niveaux national, régional, continental et mondial, et des leçons à en tirer pour enrichir l'échange de connaissances.

La semaine a mobilisé toutes les énergies au niveau des États Membres et aux niveaux régional, continental et mondial pour stimuler l'industrialisation de l'Afrique, afin d'ancrer les perspectives de réalisation de l'Agenda 2063 et de l'Agenda 2030. Malgré les défis créés par la pandémie du COVID-19 allant à l'encontre de la réalisation de "l'Afrique que nous voulons" et de la mise en œuvre de l'accord de libre-échange africain, il a été reconnu que le contexte actuel offre également une occasion pour le continent de repenser son discours sur le développement afin d'exploiter de manière optimale ses diverses ressources naturelles et culturelles riches pour mettre en place un programme de transformation structurelle durable et équitable.

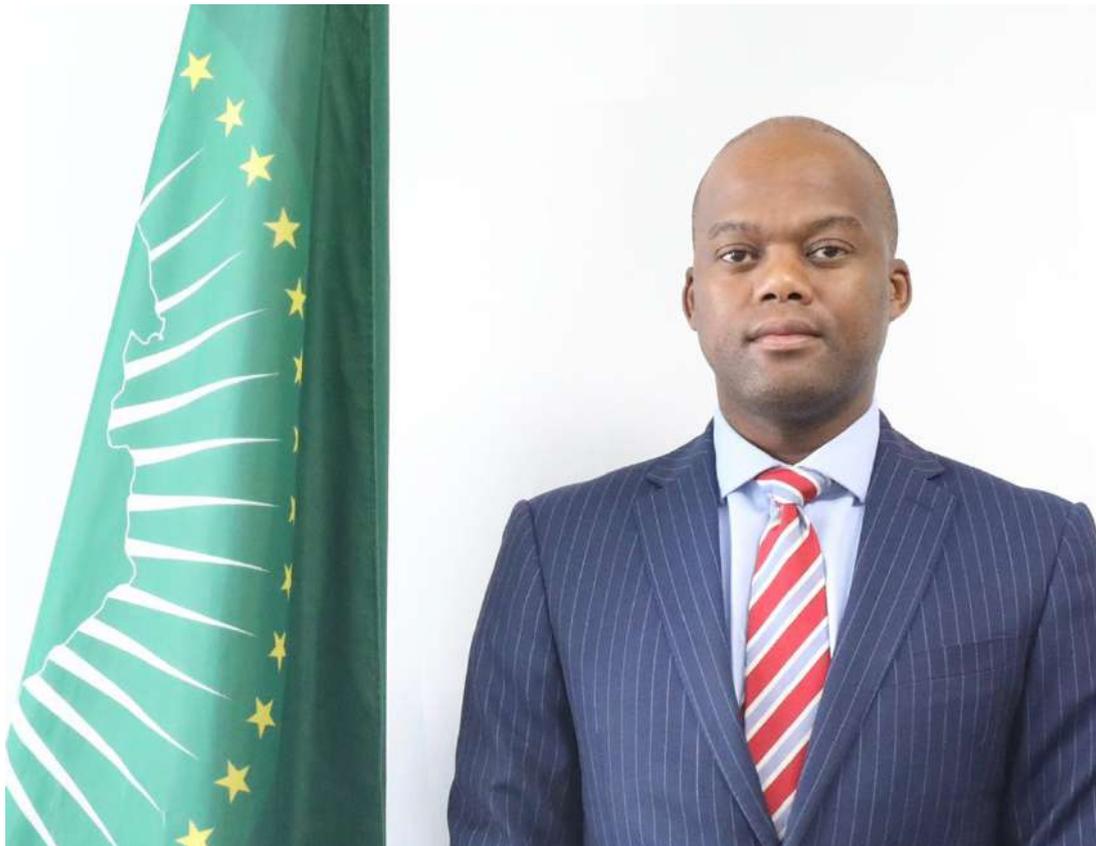
L'objectif principal de la célébration de cette année était de mener des actions de sensibilisation sur l'agenda de l'industrialisation de l'Afrique et ainsi, de rafraîchir le plaidoyer politique de haut niveau (au niveau national, régional, continental et mondial) sur l'urgence de renouveler l'engagement envers les exploits de transformation structurelle de l'Afrique sur le continent. Cet objectif a toutefois été placé dans

le contexte de l'évolution rapide des besoins du continent en matière de développement. Cette évolution est due aux nouveaux chocs sociaux et économiques qui ont suivi la pandémie du COVID-19 et qui ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et de valeur mondiales, exposant ainsi la vulnérabilité de l'Afrique et soulignant la nécessité d'offrir à l'Afrique une voie de développement durable centrée sur l'être humain.

# Évaluation de l'état actuel d'industrialisation du continent

L'industrialisation de l'Afrique a été un processus lent mais régulier dans la plupart des régions du continent, tandis que dans d'autres, le développement a été rapide et a mené à la transformation drastique du contexte économique. Avec suffisamment de ressources humaines et de capital sur

lesquelles s'appuyer, le continent est en bonne voie pour consolider son développement. La Semaine de l'industrialisation de l'Afrique (AIW), qui s'est récemment achevée, a donné aux parties prenantes l'occasion d'évaluer le chemin parcouru jusqu'à présent en termes d'industrialisation du continent. À l'issue de cette semaine, il a été noté que l'Agenda 2063 et plus



*S.E. Wamkele Mene, Secrétaire Général de la ZLECAF. Crédit: au.int*

particulièrement les objectifs visant la création de richesses et l'augmentation des possibilités de revenus décents pour les populations locales (emplois et esprit d'entreprise), constituent le contexte général et la base de cet appel à une attention renouvelée et à des actions décisives en faveur de l'industrialisation de l'Afrique. Il a également été noté que le développement industriel accéléré pour l'Afrique (AIDA) et la troisième décennie de développement industriel pour l'Afrique (IDDA III) restent des cadres importants pour la transformation structurelle du continent.

Le lancement de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAf) à Niamey, au Niger, en juillet 2019, a mis en évidence l'impératif d'une Afrique diversifiée et industrialisée pour fournir le cadre commercial africain. La réunion a souligné la nécessité de renforcer la valeur ajoutée des abondantes ressources naturelles de l'Afrique, y compris les minéraux, et la production locale de biens et services manufacturés, en tant qu'éléments clés pour améliorer le commerce intra-africain et la création d'emplois.

Au cours des réunions de cette année, les décideurs politiques ont été appelés à reconnaître et à faciliter les interdépendances entre le commerce, les marchés et les politiques industrielles, en tenant compte du fait que la politique commerciale seule, sans politiques complémentaires appropriées, ne peut permettre d'atteindre les niveaux d'industrialisation nécessaires à une transformation structurelle significative en Afrique.

La semaine a souligné les principaux défis, opportunités et priorités parmi les différentes voies d'industrialisation de l'Afrique, notamment le développement des PME, les technologies émergentes et l'innovation, l'accès au marché et le développement de la chaîne de valeur, l'économie bleue durable, l'agro-industrie

et la sécurité alimentaire, le développement des infrastructures, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et la nécessité d'adopter une perspective globale pour accélérer l'industrialisation de l'Afrique dans le cadre de la mise en œuvre de la zone de libre-échange de l'Afrique.

De même, les délibérations de la semaine ont également mis en évidence les alternatives et options potentielles pour établir des partenariats stratégiques et cohérents aux niveaux sous-régional, régional, continental et mondial afin de coordonner la réalisation des aspirations de l'Afrique en matière d'industrialisation et d'intégration économique. Accorder à ces thèmes une plus grande priorité dans les plans de développement nationaux est essentiel pour accélérer et développer la création d'emplois et les opportunités d'entrepreneuriat pour les populations locales. En effet, il convient de prendre en compte la caractéristique particulière de l'Afrique, à savoir le nombre important des populations qui gagnent leur vie grâce à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), principalement dans le secteur informel.

En outre, les discussions ont mis en évidence les possibilités offertes par les technologies habilitantes, notamment les innovations des quatrième révolution industrielle (4RI) et les voies d'industrialisation émergentes telles que le développement durable de l'économie bleue. Un consensus s'est dégagé sur la nécessité pour l'Afrique de faire les choix nécessaires en matière de politiques et d'investissements afin de faire un bond en avant dans l'augmentation de la productivité et de la compétitivité de l'industrialisation de l'Afrique tout en développant les marchés locaux/régionaux avec un environnement d'investissement attrayant et des coûts d'exploitation réduits.

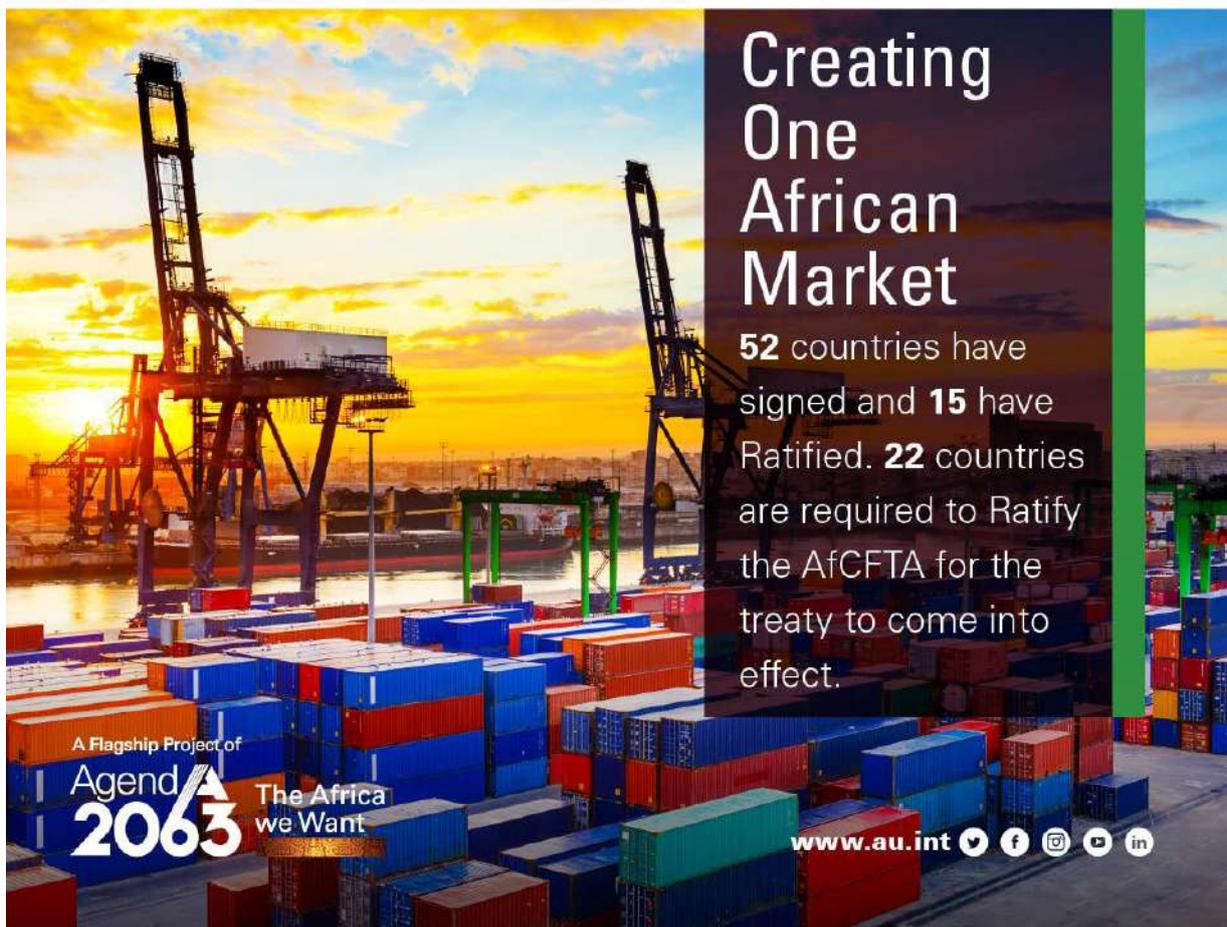
La semaine de l'AIW a également souligné le choc et les perturbations socio-économiques

provoqués par la pandémie du COVID-19 et le besoin urgent pour le continent de développer des industries, en particulier des sociétés pharmaceutiques qui intègrent une recherche et un développement dynamiques. Les États Membres ont été invités à intégrer les réponses à la pandémie du COVID-19 dans les plans de développement nationaux, car les conséquences

de la pandémie peuvent être à long terme. Les conséquences socio-économiques du COVID-19 auront un impact direct sur les efforts de l'Afrique dans la poursuite de l'Agenda 2063 en général et de l'industrialisation et de la ZLECAf en particulier.



**AFRICAN  
CONTINENTAL  
FREE TRADE AREA.**



# Creating One African Market

**52** countries have signed and **15** have Ratified. **22** countries are required to Ratify the AfCFTA for the treaty to come into effect.

A Flagship Project of  
**Agenda 2063** The Africa we Want

[www.au.int](http://www.au.int)     

# L'avenir de l'industrialisation sur le continent

**A**près les activités d'une semaine marquant la semaine de l'industrialisation de l'Afrique célébrée cette année du 16 au 20 novembre, les parties prenantes sont parvenues à un consensus sur la voie à suivre. Guidées par l'objectif principal d'AIW 2020 et les résultats de l'événement, les recommandations suivantes ont été formulées afin de déclencher des actions spécifiques et de catalyser les initiatives en faveur du programme d'industrialisation de l'Afrique.

Tout d'abord, la nécessité d'établir un consensus entre les États Membres de l'Union Africaine

et les communautés économiques régionales (CER) afin d'aligner les politiques et de promouvoir une nouvelle impulsion politique, technique et du secteur public-privé en faveur de l'industrialisation de l'Afrique et des objectifs de la ZLECAf a été soulignée.

En outre, compte tenu du fait que les chaînes de valeur régionales jouent en faveur de l'industrialisation, les États Membres ont été encouragés à développer des chaînes de valeur régionales plus durables en mettant l'accent sur certains secteurs afin de faciliter l'intégration intra-africaine et son intégration dans l'économie mondiale. Cela permettra



Crédit: [unido.org](http://unido.org)

d'améliorer la compétitivité et les capacités d'innovation de l'Afrique. Des chaînes de valeur ciblées devraient être développées dans le contexte de l'endiguement des pandémies telles que COVID-19, et d'autres chocs futurs qui pourraient se produire, en donnant la priorité à certains secteurs, y compris la production pharmaceutique locale (par exemple, les médicaments essentiels et les vaccins).

De même, la promotion des approches d'économie circulaire et de l'exploitation durable et équitable des ressources naturelles a été recommandée- en mettant l'accent sur la valeur ajoutée pour renforcer la capacité de production afin d'approvisionner la Zone Continentale Africaine de Libre-échange et d'autres marchés. Les industries locales qui créent des emplois pour un grand nombre de travailleurs semi-qualifiés ou non qualifiés doivent être soutenues afin d'exploiter le dividende démographique de l'Afrique et d'augmenter la productivité par l'innovation, l'esprit d'entreprise, les services et les voies non traditionnelles de l'industrialisation. Des stratégies sectorielles intégrées fondées sur une consultation multipartite aux niveaux national et régional doivent être élaborées. Ces stratégies devraient être intégrées dans les programmes régionaux des chaînes de valeur et servir de schéma directeur pour un modèle d'industrialisation autosuffisant pour l'Afrique de l'après-COVID-19.

Plus encore, il convient de faire le point sur les infrastructures de qualité existantes aux niveaux national, régional et continental et les renforcer. Cela permettra d'identifier les lacunes et les possibilités d'investissement visant à mettre en place des organismes de normalisation solides pour travailler sur des normes communes acceptables et pertinentes pour les chaînes de valeur régionales identifiées afin d'améliorer la compétitivité des exportations et des produits.

Des cadres politiques ciblés doivent être promulgués afin de favoriser la compétitivité des MPME africaines, des produits "Made in Africa" destinés à l'exportation, y compris des politiques axées sur la promotion d'un cadre et d'infrastructures de qualité et de réglementation communes en Afrique. Ce cadre devrait être fondé sur une politique africaine de la qualité, comme base pour la compétitivité, l'industrialisation et la croissance économique de l'Afrique.

Le partage et la diffusion des informations sur les marchés et le commerce doivent être améliorés afin de faciliter l'intégration économique sur le continent, en accordant une priorité particulière à l'accès par les MPME et le secteur informel. Les plateformes de dialogue public et privé doivent être renforcées en tant que ressource institutionnelle importante pour améliorer l'engagement et la participation du secteur privé dans le programme d'industrialisation du continent. L'engagement du secteur privé est tout à fait essentiel pour débloquer la confiance et la traction dans la mise en œuvre de l'industrialisation et de la politique commerciale. Ainsi, étant pleinement consciente du rôle du secteur privé en tant que moteur de la croissance économique aux niveaux national, régional et international, l'AIW 2020 a appelé les pays et les CER à impliquer le secteur privé dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes industriels.

Les responsables publics au niveau des États Membres, régional, continental et mondial sont appelés à travailler avec le nouveau Conseil des affaires africaines (ABC) dans l'objectif de galvaniser toutes les voix du secteur privé pour améliorer l'environnement favorable aux affaires en Afrique, pour attirer les investissements et stimuler les perspectives de mise en œuvre

de la ZLECAf. L'ABC a également été invité à travailler en étroite collaboration avec les organisations régionales d'entreprises et les organisations nationales d'entreprises membres afin de mettre en place une capacité de défense des politiques industrielles et commerciales - un élément clé pour l'élaboration des politiques dans le contexte de la ZLECAf et des grilles politiques susceptibles de faire dérailler la mise en œuvre du régime de libre-échange.

Par-dessus tout, il a été recommandé à la Commission de l'Union africaine, à l'AUDA-NEPAD et au Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine de collaborer avec des partenaires techniques, notamment l'Afreximbank et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, ainsi qu'avec le secteur privé africain pour mettre en place une

bourse du commerce électronique qui facilite les échanges entre acheteurs et fournisseurs selon les règles de la zone de libre-échange continentale africaine.

Les possibilités de financement et d'investissement (intérieur et IDE) doivent être explorées pour stimuler l'industrialisation dans les contextes régionaux et mondiaux dynamiques d'un paysage financier post-COVID-19, en mettant particulièrement l'accent sur les nouvelles options de financement et de mobilisation des ressources pour les investissements de capitaux à grande et petite échelle en réponse aux efforts continus de l'Afrique pour industrialiser le continent.

Une stratégie globale doit être renforcée et mise en œuvre afin de favoriser la croissance des



Crédit: [un.org](http://un.org)

MPME et leur contribution à l'industrialisation en Afrique.

La capacité des États Membres et des communautés économiques régionales doit être renforcée afin de leur permettre d'identifier et d'exploiter les complexités des voies d'industrialisation existantes et émergentes de l'Afrique et les facteurs qui les favorisent (c'est-à-dire l'agro-industrie, les TIC et la numérisation, l'économie bleue, les industries extractives, les industries de services, pour n'en citer que quelques-uns), et à adopter les innovations locales et les composantes de services non traditionnelles et commercialisables de l'industrialisation.

Les interdépendances entre le commerce, les marchés et les politiques industrielles doivent être reconnues et facilitées, en tenant compte du fait que la politique commerciale nécessite des politiques complémentaires appropriées pour atteindre les niveaux d'industrialisation nécessaires à une transformation structurelle significative en Afrique. Cela inclut le renforcement de la cohérence entre les programmes régionaux et continentaux afin d'accélérer la contextualisation des cadres continentaux au niveau national, y compris l'AIDA et la ZLECAf et les protocoles connexes, pour réaliser l'Agenda 2063 et les ODDs en 2030.

Les ressources budgétaires doivent être augmentées pour soutenir la préparation de projets bancables et le financement d'initiatives d'industrialisation en collaboration avec le secteur privé pour la réalisation des aspirations de l'Afrique en matière d'industrialisation.

Un fonds d'infrastructure doit être créé et dédié au développement et à la modernisation des zones économiques spéciales (ZES) existantes et nouvelles, des parcs industriels et d'autres

initiatives visant à promouvoir l'industrialisation de l'Afrique, afin de faciliter les investissements directs locaux et étrangers pour la mise en œuvre d'activités industrielles. Cela devrait attirer des investissements pour l'industrialisation verte, l'économie circulaire, la réduction des coûts de transaction et l'amélioration du climat des affaires.

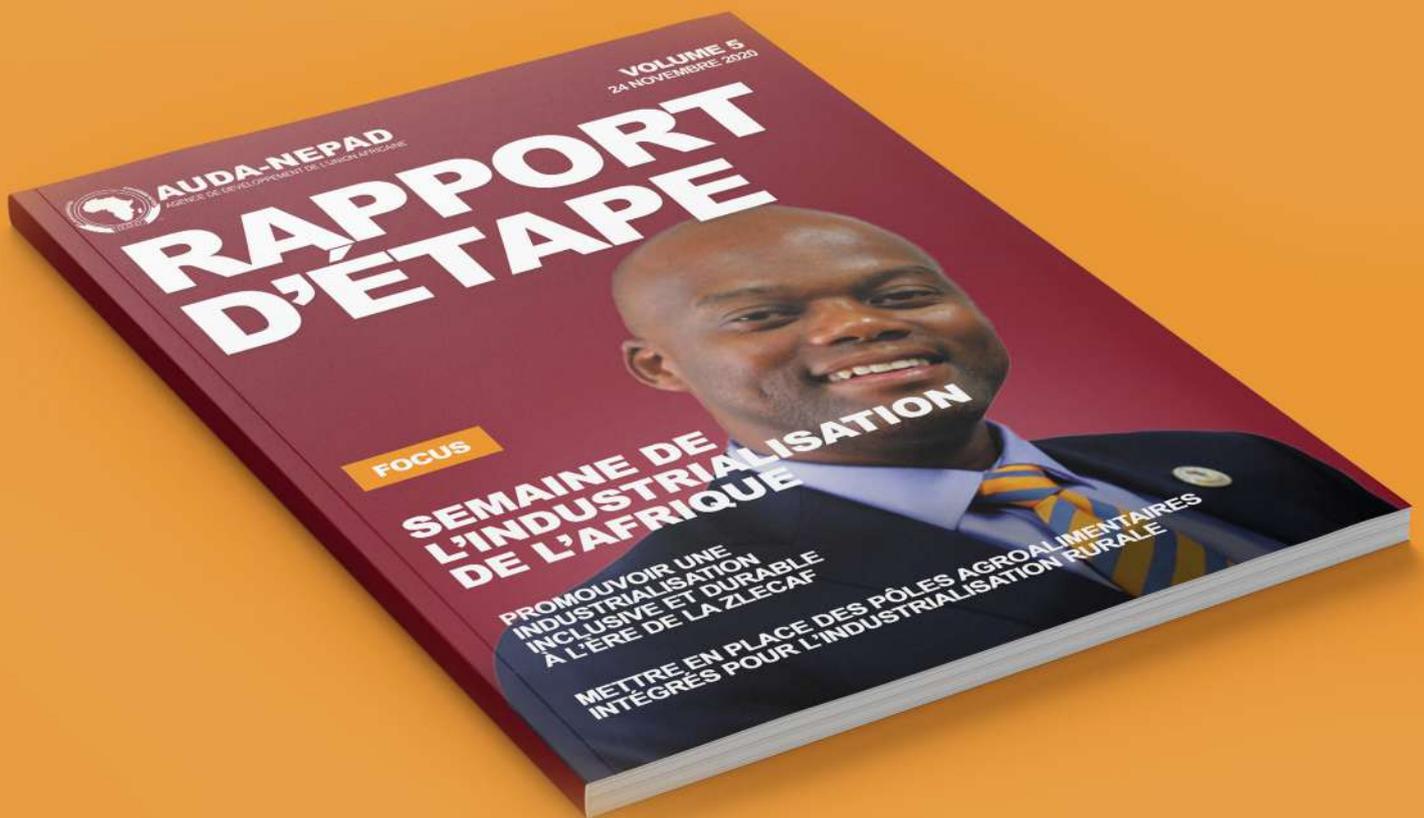
Des politiques industrielles doivent être coordonnées et mises en œuvre au niveau régional afin de renforcer les capacités institutionnelles et de gouvernance pour assurer l'efficacité du processus de conception, de formulation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques. Il s'agit notamment d'améliorer la cohérence des politiques et des interventions et de favoriser la création des cadres commerciaux et réglementaires/références politiques nécessaires pour renforcer la mise en œuvre de la politique industrielle au niveau des États Membres.

Les États Membres doivent bénéficier du soutien technique, financier, d'opportunités d'investissement et de possibilités d'alignement des politiques pour renforcer leurs capacités numériques afin de tirer parti de la numérisation rapide. L'Afrique a besoin d'une stratégie industrielle numérique pour aborder stratégiquement les opportunités et les défis perturbateurs offerts par l'économie numérique. Enfin, des initiatives doivent être mises en place fondées sur des données probantes et soutenues scientifiquement pour développer des approches spécifiques à l'Afrique afin de favoriser une industrialisation de l'Afrique compétitive au niveau mondial, condition complémentaire de la réussite de la ZLECAf et de l'Agenda 2063.

Pour des clarifications, un soutien technique ou un renforcement spécifique des capacités dans l'un des domaines évoqués dans cette publication, les fonctionnaires des États Membres de l'UA sont invités à contacter le groupe de travail COVID-19 de l'AUDA-NEPAD en utilisant cette adresse électronique : [COVID19@nepad.org](mailto:COVID19@nepad.org).



**AUDA-NEPAD**  
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DE L'UNION AFRICAINE



Agence de développement de l'Union africaine - NEPAD  
230 15th Road, Randjespark, Midrand - Afrique du Sud  
+27 11 256 3600  
[www.nepad.org](http://www.nepad.org)